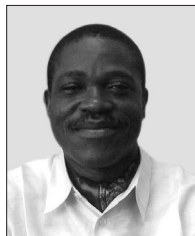


Jeunesse congolaise : défis, potentiel et opportunités



Patrick MAVINGA,
Chef du Secteur
« Appuis au
développement »
du CEPAS.
Informaticien,
Programmeur
analyste, Gestionneur
des projets.
patmavinga@gmail.
com

Condensé du Rapport de l'Etude menée par le CEPAS, en partenariat avec International Youth Foundation (IYF), au courant de l'année 2013 dans le cadre de programme YOUTHMAP de cette organisation non gouvernementale internationale.

YouthMap est un programme de quatre ans conçu pour évaluer les situations de jeunesse ainsi que l'appui aux programmes prometteurs et aux bonnes pratiques pour le développement positif de la jeunesse dans huit pays de l'Afrique sub-saharienne. YouthMap est financé par United States Agency for International Development (USAID) et il est mis en œuvre par International Youth Foundation (IYF). Les évaluations de YouthMap sont conçues pour peindre un tableau complet de la vie des jeunes : comment ils passent leur temps, leur interaction avec les autres et d'autres segments de la société, quels services ils utilisent et lesquels leur sont inaccessibles. Ces évaluations mettent également en lumière, dans les domaines de l'éducation et de l'apprentissage, de l'emploi et des moyens de subsistance, de la santé et de la participation civique, les espoirs des jeunes, leurs aspirations et les défis associés à cette transition la plus importante de la vie, de l'enfant à l'adulte autonome. L'évaluation de YouthMap RDC vient après celles conduites au Sénégal, en Ouganda, au Mozambique et en Tanzanie.

Grâce à l'application d'une approche appréciative, YouthMap RDC a cherché à mieux comprendre les opportunités qui se présentent aux jeunes âgés de 15 à 29 ainsi que les défis auxquels ils sont confrontés. En RDC, IYF a conclu un partenariat avec le Centre d'Études Pour l'Action Sociale (CEPAS) pour mener cette recherche dans cinq provinces (Katanga, Kasai-Oriental, Kasai-Occidental, Province Orientale et Kinshasa). Les objectifs de l'étude étaient de :

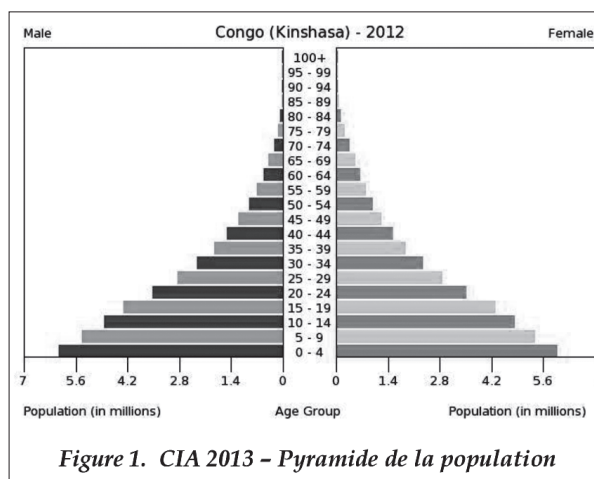
1. Mieux comprendre les défis, les espoirs et les aspirations des jeunes ;
2. Evaluer l'infrastructure et les services à la disposition des jeunes ;
3. Identifier et partager des modèles à succès, des leçons et des stratégies visant à promouvoir le développement de la jeunesse ;
4. Recommander des options pour la prise en compte de l'aspect jeunesse dans la planification des activités et des programmes de développement en RDC.

Introduction

Le continent africain dispose de l'une des populations les plus jeunes au monde. Avec plus de 60% de la population africaine ayant moins de 30 ans, la République Démocratique du Congo (RDC) a tout à gagner en apprenant comment puiser dans ce vivier que ces jeunes peuvent offrir. Le développement de l'Afrique est donc étroitement lié au bien-être de ses jeunes. En 2010, 33% des 66 millions d'habitants que comptait la RDC se retrouvaient dans la tranche des 10 à 24 ans. Certaines projections prévoient que le nombre de jeunes augmentera de 31,6 millions d'ici 2025 et de 42,9 millions en 2050 ⁽¹⁾. Cette population de jeunes en pleine croissance a un énorme potentiel pour renforcer ou saper les objectifs nationaux dans les domaines de la gouvernance et du développement économique et social. De longues années de conflit ont entravé la capacité du gouvernement de la RDC (GRDC) à fournir des services sociaux. Beaucoup d'enfants sont morts, parce que combattants et/ou déplacés en raison de l'instabilité. Le Premier ministre de la RDC a récemment qualifié ces enfants de « génération perdue » ⁽²⁾, car ils représentent la majeure partie de la main-d'œuvre non qualifiée du pays et la majorité des jeunes chômeurs.

(1) UNFPA, *Status Report Youth Sub-Saharan Africa*, (2013), 40.

(2) Xanthe ACKERMAN, Lauren GREUBEL, and Rebecca WINTHROP, *The New Push for Education Reform in the Democratic Republic of Congo*, Brookings Institute (2013), accessed June 2013.



« La jeunesse congolaise aspire à jouer un rôle déterminant dans le développement de la RDC ». Plusieurs obstacles, cependant, mettent à mal ses aspirations, notamment : une éducation

non adaptée à l'offre d'emploi, une insuffisance criante d'encadrement professionnel, un faible degré de savoir et de savoir-faire, un engagement citoyen minimal, un accès négligeable au crédit et au bien-être en général.

Un léger espoir se profile, néanmoins, derrière les politiques qui se mettent timidement en place au profit de la jeunesse et les appuis qui la prennent en compte de façon de plus en plus spécifique.

En effet, outre les différentes conventions internationales qu'elle a signées ou ratifiées, la RDC a élaboré un « Plan d'accompagnement de l'Action Gouvernementale » qui prévoit de développer les initiatives en faveur des Jeunes (Ministère du Plan 2012, 162). Le Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR 2011-2015) se donne comme objectif principal d'accroître le revenu social susceptible de créer des débouchés pour la population, en général, et la Jeunesse, en particulier.

L'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID), la Coopération Technique Belge (CTB), l'Agence Française pour le Développement (AFD) sont, parmi tant d'autres, autant de bailleurs bilatéraux ou multilatéraux qui ont élaboré et financé des programmes et projets en faveur de la Jeunesse congolaise, quoique pas toujours de manière directe.

Les jeunes congolais qui ont participé à l'étude ont partagé leurs antécédents, leurs conditions actuelles et leurs plans pour l'avenir. Ce partage s'est porté non seulement sur leurs propres vies, mais aussi sur leurs vues, sur la meilleure façon de faire avancer la RDC. Les jeunes congolais font preuve de beaucoup de détermination à relever leurs défis, mais ils ont aussi démontré leur frustration à cause de multiples obstacles. Les entretiens initiés, dans le cadre de l'étude, avec les jeunes et une variété d'autres intervenants clés, ont conduit à des constats qui peuvent être résumés comme suit :

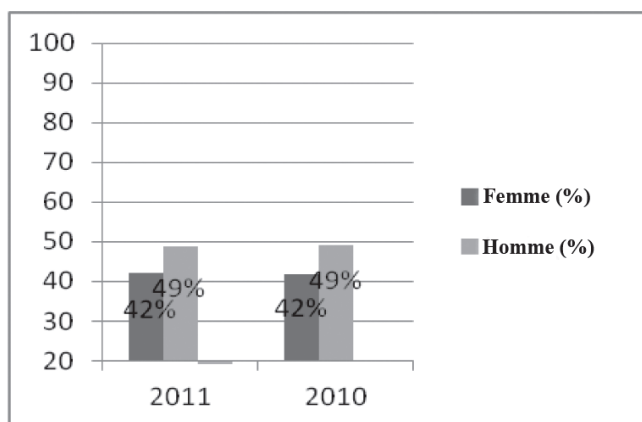
1. L'emploi

L'insuffisance d'emplois-jeunes qui les entraîne dans une situation de grande précarité est une cause soit de réflexes positifs de survie, soit de basculement dans la violence ou les comportements répréhensibles à risque. Le taux de chômage des 15-35 ans s'élève à 25% quand la moyenne nationale est chiffrée à 17,8% (PNUD 2013). Le taux d'activité des 39-49 ans se situe à 91,7% ⁽³⁾, mais la population désœuvrée est

⁽³⁾ Ministère du Plan de la RDC, Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté – DSCR II, Octobre 2011, p. 55.

essentiellement constituée des jeunes et d'autres couches vulnérables qui estiment que « *manquer d'emploi, c'est rester pauvre* ». Cette opinion est plus prononcée chez les jeunes garçons que chez les filles, probablement à cause de la culture locale qui reconnaît plus le rôle et/ou la responsabilité de l'homme (en défaveur de la femme) vis-à-vis de la famille et de la communauté.

**Figure 2: Taux de participation au marché du travail
(âges : 15-24 ans)**



Source : Banque Mondiale, 2011

L'emploi formel est perçu comme unité de mesure de la croissance personnelle et du développement communautaire et familial particulièrement chez les jeunes les plus vulnérables, pauvres et urbains. Le manque d'une politique gouvernementale proactive, la discrimination liée au sexe et à l'appartenance familiale ou tribale et l'exigence de haute qualification et d'une longue expérience professionnelle rendent davantage difficile l'accès des jeunes à cet emploi formel en RDC et génèrent des réflexes de survie visibles à travers la création de micro-entreprises informelles non viables qui va du petit commerce à l'artisanat minier en passant par la mécanique ou la coiffure, selon le milieu, le sexe et les modèles en présence. A ces réels défis dans le processus de leur recrutement s'ajoutent la corruption et, de manière particulière pour les jeunes filles, le harcèlement sexuel.

Néanmoins, malgré que l'on continue à déplorer le peu d'opportunités, la discrimination à l'embauche, une formation qui ne prépare pas à l'emploi, le faible accès au crédit pour les jeunes qui entrave, tant la volonté d'entreprendre, que les timides initiatives des jeunes, on ne peut s'empêcher de mettre en évidence quelques opportunités. En effet, la mise en œuvre du projet PRO-YEN constitue sans nul doute le plus important programme opérationnel qui pourra, dans sa mise en œuvre, apporter une réponse non négligeable au problème de l'emploi

des jeunes. La réforme de l'Administration publique et le renforcement de l'Ecole Nationale d'Administration sont également des opportunités pour la jeunesse de s'engouffrer dans le monde du travail. La politique de rajeunissement (cas de la Trust Merchant Bank de la Province du Katanga) des cadres de certaines entreprises privées méritent également, comme bonne pratique, un soutien particulier des instances publiques. La création d'un Fonds pour encourager les jeunes à créer des entreprises constitue de la part de certaines entreprises privées (Vodacom et Bralima) une chance pour les jeunes qui ont des idées, un savoir et un savoir-faire. L'Ecole Supérieure de Management de Kinshasa (ESMK) est également une initiative qui mérite d'être dupliquée et étendue. L'implantation de l'Institut National de Préparation Professionnelle (INPP) dans toutes les provinces devrait être une priorité du Gouvernement dans la promotion de l'enseignement professionnel ciblé. Enfin, la Politique Nationale du Genre incluse dans le Document de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR) représente un espoir pour l'amplification de la lutte transversale contre toutes les violences basées sur le genre surtout à travers la grande campagne initiée par le Ministère du Genre.

	Forces	Faiblesses
Emploi : Formel/ Informel	▪ Emploi des jeunes rendu prioritaire par le Gouvernement à travers l'initiative PRO-YEN ▪ Initiatives isolées du secteur privé	▪ Peu d'opportunité d'emploi ▪ Peu de stimulation pour l'entrepreneuriat, l'auto-emploi et la création générale d'emploi ▪ Discrimination à l'embauche ▪ Pas de remplacement des retraités ▪ Écart entre formation/compétences fournies par le système d'éducation et compétences demandés par le marché du travail
Entrepreneuriat	▪ Initiative des jeunes ▪ Bonne volonté pour démarrer	▪ Accès limité au capital et au crédit ▪ Manque de compétences de développement d'affaires ▪ Corruption ▪ Vision étroite de l'avenir

Tableau 1. Forces et faiblesses du secteur de l'emploi

2. La santé

Le secteur de la santé publique de la RDC, subdivisé en 515 zones de santé, est financé de manière assez négligeable par le Budget de l'Etat congolais (moins de 5% du budget total, sauf en 2013 où le budget de la santé a atteint 7%). Même l'aide, par à-coup, de la Communauté Internationale n'arrive pas à sauver un secteur. Dans un tel contexte et tenant compte du fait qu'ils sont très vulnérables économiquement, les jeunes constituent une cible privilégiée des affections de toutes sortes (3,6% des 15-24 ans sont infectés du VIH/Sida).

Malgré une disponibilité relative de centres de santé (avec plus de facilités dans les milieux urbains que dans les milieux ruraux) et un engagement plus ou moins diversifié des jeunes (selon les niveaux de connaissance, le degré de conscientisation et les milieux) dans la lutte contre les IST et le VIH/SIDA, l'accès très limité aux soins de santé qui, du reste, sont de faible qualité, la prévalence des comportements à risque, la prostitution, les avortements, les mariages et les grossesses précoces constituent encore d'énormes défis à relever par ce secteur.

Face à la pratique de paiement direct préalable des soins, la relative pauvreté des jeunes constitue quasiment un motif d'exclusion non déclarée au système de santé, particulièrement en milieu rural et dans les provinces. Cette population développe, dès lors, des pratiques telles que la prostitution et la toxicomanie qui aboutissent à de multiples cas de violence et de viols ; réels problèmes de santé publique, mais également de sécurité.

Néanmoins, quelques bonnes pratiques et d'initiatives impressionnantes des jeunes dans leur lutte contre le VIH/Sida méritent une attention particulière. Il s'agit de l'Association militant pour la chasteté avant le mariage à Kisangani, de la police d'encadrement de la jeunesse au Katanga et des mouvements de jeunesse de plusieurs Eglises dans les provinces qui jouent un rôle moteur dans le changement de comportement et la lutte contre les antivaieurs.

	Forces	Faiblesses
Santé	Les jeunes sont engagés dans la lutte contre les IST et le HIV/Sida	- Accès limité aux services de santé, avec la pauvreté comme une barrière principale - Mauvaise qualité des services de santé - Prévalence des comportements à risque, prostitution, MST, VIH et avortement - Grossesses et mariages précoces - Abus de drogues - Violence sexiste

Tableau 2. Forces et faiblesses du secteur de la santé

3. L'éducation

Les principaux indicateurs de ce secteur, puisés dans le DSCR II et le rapport MICS-2010, attestent un frémissement, voire, une amélioration depuis une dizaine d'années :

- 32% de la progression du taux de fréquentation scolaire depuis 2001. En âge de scolarité par niveau, seulement 75% des enfants fréquentent l'école primaire et 32% le secondaire. L'indice de parité entre les sexes

dans l'enseignement est de 0,93 au primaire et 0,81 au secondaire, indiquant que moins de filles que de garçons fréquentent l'école secondaire ⁽⁴⁾.

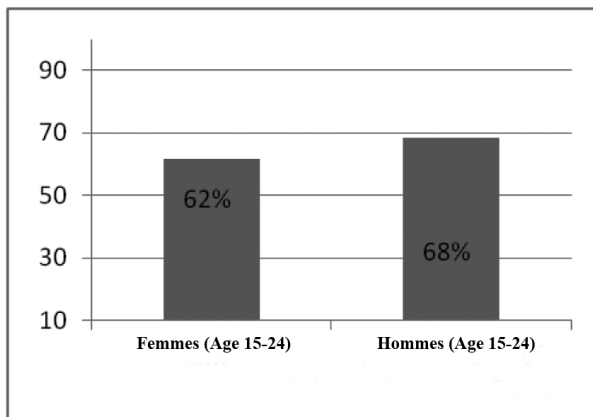
- Entre 2001 et 2007, l'alphabétisation des jeunes analphabètes (15-24 ans) passe de 71,1% à 72,1%
- 57% des écoles primaires et secondaires construites à partir de 1991 à travers, entre autres, un vaste programme de la Coopération Technique Belge (CTB).

⁽⁴⁾ Institut National de la Statistique de la RDC, Multiple Indicator Cluster Survey - MICS 2010, Résultats préliminaires, Septembre 2010.

Disparité du taux brut de scolarisation par sexe : 30,3% pour les filles et 53,6% pour les garçons. Dans l'ensemble, en RDC, seulement 51 % des jeunes femmes, âge 15-24 ans, sont alphabétisées. Chez les femmes vivant dans les ménages les plus pauvres, le taux d'alphabétisation est aussi bas que 28 pour cent. En revanche, le taux d'alphabétisation est de 89 % chez les femmes dans les ménages les plus riches ⁽⁵⁾.

⁽⁵⁾ *Idem.*

Figure 3: Taux d'alphabétisation des 15-24 ans



Source : Banque Mondiale, 2011

L'étude a relevé quelques insuffisances dans le secteur éducatif, notamment :

- infrastructures et matériels vétustes et inadaptés, influant sur la qualité de la performance scolaire ;
- disparités d'accès à l'éducation selon le sexe ;
- paupérisation de la population qui ne favorise pas une prise en charge normale des enfants du point de vue de l'éducation ;

- faible professionnalisation ;
- une formation qui ne prépare pas toujours à l'emploi ;
- pratiques condamnables à l'école parmi lesquelles figurent, en tête de liste, les « *points sexuellement transmissibles (PST)* ».

	Forces	Faiblesses
ENSEIGNEMENT	▪ Augmentation significative du budget de l'enseignement ▪ Développement des compétences ▪ Haute scolarité au primaire ▪ Effort accru dans la coordination de l'EFTP	▪ Accès limité à une éducation de qualité ▪ Faible formation professionnelle ▪ Ecart entre les programmes d'enseignement et les besoins du marché de l'emploi ▪ Discrimination sur le genre ▪ Harcèlement sexuel et violence

Tableau 3. Forces et faiblesses du secteur de l'éducation

La situation préoccupante de la jeune fille mérite d'être également épinglée dans la mesure où elle est souvent victime de harcèlement sexuel pour obtenir l'inscription académique ou tout simplement pour obtenir une cotation satisfaisante. C'est le lieu d'épingler la pratique dite de « *points sexuellement transmissibles* » qui consiste pour les jeunes filles à obtenir de bonnes notes en contrepartie de faveurs sexuelles ; pratique contre laquelle le Ministère de l'Enseignement Supérieur est en train de lutter sans, toutefois, une stratégie claire et cohérente.

La plupart des jeunes participant à l'étude ont reconnu le rôle central de l'éducation pour l'emploi futur. Ils pensent qu'il faudrait améliorer la qualité de l'enseignement, promouvoir les « métiers » et surtout faciliter l'accès des Jeunes à une formation qui les prépare à la vie réelle. En effet, dans le groupe des étudiants, un peu moins de la moitié des garçons et encore moins des filles, interviewés, se sont déclarés prêts à affronter le monde de l'emploi.

Le GDRC, particulièrement le Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel, fait des efforts concertés pour la révision de ce secteur avec, notamment, l'appui de donateurs et de partenaires techniques.

4. Démocratie et gouvernance

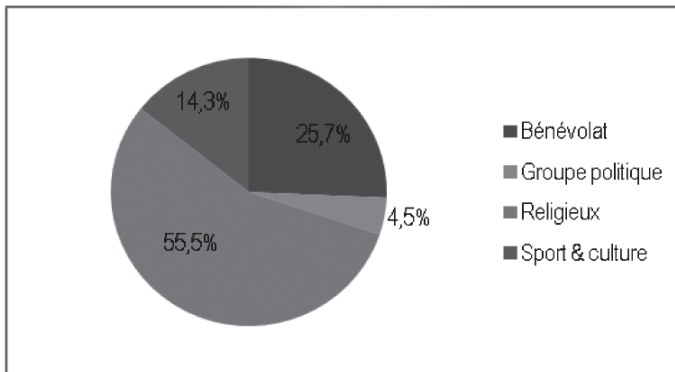
Le processus de démocratisation enclenchée en RDC n'a pas mis la République à l'abri des antivaleurs et de la mauvaise gestion de la « chose publique ».

Les jeunes profitent des voies formelles (canaux gouvernementaux) et informelles (société civile) pour leur expression, leur participation et leur engagement. Nonobstant la fierté qu'ils ont d'être congolais, la voix de la jeunesse ne semble pas avoir été entendue ; les jeunes ont exprimé des sentiments de désengagement, de marginalisation et de découragement. Cependant, la question de la citoyenneté est de plus en plus d'importance pour eux, et beaucoup de jeunes ont démontré un fort sentiment de responsabilité. Les jeunes participent en grand nombre dans les prestations politiques. Mais ils y vont comme figurants au service de certains

politiciens qu'ils identifient clairement comme véreux. Parce que déçus et désabusés par la flagrance du manque d'éthique du monde politique, les jeunes s'engagent plus nettement au service de leurs communautés à travers des organisations à caractère socioreligieux pour l'essentiel. Il est apparu qu'il faudrait bien encourager les jeunes pour qu'ils s'investissent, en conséquence, dans les partis politiques comme dans la société civile et qu'il est important de faire des jeunes des partenaires responsables pour une meilleure gouvernance du pays.

De manière générale et indépendamment du genre, les jeunes ne se sentent pas écoutés par les pouvoirs publics et sont par conséquent démotivés vis-à-vis de la politique d'autant qu'ils ne se reconnaissent pas dans les animateurs des institutions. Une mention doit toutefois être faite sur la situation de la Province Orientale où la quasi-totalité des jeunes interviewés attestent que leur participation massive et active aux activités politiques mérite qu'on s'y attarde. Cette participation se traduit essentiellement par la lutte contre les pratiques négatives (anti-citoyennes comme les groupes armés).

Figure 4 : Domaines de Participation civique des enquêtés



Néanmoins, dans toutes les provinces enquêtées, il s'est dégagé une constante au niveau de la participation à un niveau quasi égal des jeunes filles et garçons aux activités communautaires, notamment, à travers des structures de l'Eglise ou sportives.

	Forces	Faiblesses
Démocratie et gouvernance	- Processus démocratique lancé - Participation massive des jeunes lors des récentes élections - Fort engagement des jeunes dans les activités communautaires	- Faible participation des jeunes à des activités politiques - Faible représentation des jeunes dans les institutions de jeunesse - Faible collaboration et volonté d'écouter les perspectives des jeunes de la part du gouvernement - Mauvaise gouvernance locale - Liberté d'expression Limité

Tableau 4. Forces et faiblesses du secteur de la participation civique et politique

Conclusion

L'étude cherchait à répondre à plusieurs questions clés sur les besoins de la jeunesse congolaise, à déterminer la façon dont sont traités leurs besoins et trouver les moyens de les soutenir plus efficacement. Plus de 500 jeunes et une cinquantaine d'informateurs-clé ont participé à l'évaluation. Les jeunes ont clairement présenté leurs besoins, ainsi que leurs défis respectifs et leurs aspirations. Ils reconnaissent que le chemin à parcourir sera semé d'obstacles, mais également de nombreuses opportunités. L'objectif premier sur la liste prioritaire de la jeunesse de la RDC n'est pas différent des autres jeunes du monde entier : garantir un travail significatif. D'autres questions importantes figurent sur la liste, notamment, l'acquisition de compétences professionnelles pratiques et de l'expérience, le plus d'implication dans des activités entrepreneuriales, l'accroissement de la participation aux processus décisionnels et la sécurisation de l'accès aux services financiers et de santé dédiés à la jeunesse.

En même temps, les employeurs sont enthousiastes pour travailler avec les partenaires au développement et l'ensemble de la communauté pour augmenter la capacité de leur main-d'œuvre actuelle et future. Ils sont également intéressés à appuyer les « créateurs d'emplois », car ils comprennent la dynamique d'une jeunesse en pleine croissance démographique, couplée à la capacité d'absorption limitée du marché du travail. Tous les acteurs impliqués dans l'évaluation reconnaissent les jeunes comme potentielles solutions aux problèmes réels plutôt que comme problèmes à résoudre.

Le cliché instantané des conditions des jeunes dans cinq importantes provinces de la RDC, pris avec l'étude, confirme un certain nombre de questions soulevées dans les autres études et rapports. Toutefois, la focalisation de ce rapport sur les opinions et les stratégies des jeunes pour relever les nombreux défis est relativement nouvelle. Obtenir des jeunes de donner leurs opinions sur l'emploi, l'éducation, la santé et la participation civique a permis de soulever des questions et proposer des solutions en pensant à l'« utilisateur final » des données de l'étude.

Pour résumer les principales recommandations du rapport, il est nécessaire de suivre les étapes suivantes :

- mieux aligner l'enseignement et la formation afin de mieux répondre aux demandes du marché du travail et aux besoins de l'employeur ;
- augmenter des partenariats (et les programmes de placement de stage/emploi) entre établissements de formation et employeurs ;
- améliorer et accroître les stages en général pour les jeunes, les apprentissages, le volontariat et les possibilités de mentoring pour créer des compétences utiles pour le marché du travail ;
- promouvoir l'entrepreneuriat des jeunes grâce à un accès accru à la formation, à des programmes de mentorat et à des possibilités de financement qui favorisent la participation des jeunes dans les secteurs de croissance tels que les industries extractives, l'agriculture et le transport ;

- élargir l'accès des jeunes aux soins de santé de qualité, y compris la santé sexuelle et génésique et, en particulier, des services de planification familiale ;
- améliorer et étendre la formation pour les agents de santé de la RDC, en mettant l'accent sur la qualité des soins pour les jeunes, spécifiquement liées à la santé sexuelle et génésique, la planification familiale et les communications interpersonnelles ;
- engager activement les jeunes dans les processus et les structures décisionnelles gouvernementales et non-gouvernementales.

Les jeunes congolais ont le désir et la capacité de conduire un changement social positif et la croissance économique s'il leur est donné les ressources appropriées, les outils et les opportunités. Les jeunes se considèrent comme de futurs citoyens de la RDC et souhaitent l'accès à une bonne éducation et formation qui répondent au marché du travail et conduisent à des emplois. La jeunesse de la démographie de la RDC exige que les jeunes se prennent en charge et prennent le leadership pour façonner leur avenir. Les investissements nationaux et étrangers doivent se concentrer sur les besoins des jeunes : leur éducation, leur santé, leur participation civique et leur emploi éventuel comme citoyens productifs. Le GDRC (dans le cadre de ses objectifs de développement national) et les bailleurs de fonds étrangers tels que l'USAID reconnaissent la valeur de ces interventions. Cependant, il y a toujours un changement culturel et d'état d'esprit qui doit avoir lieu pour permettre à la prochaine génération de fonctionnaires et de dirigeants d'émerger.

Le périple nécessitera des jeunes de la RDC de développer les compétences entrepreneuriales, le leadership et le savoir-être qui leur permettront de s'adapter au monde de plus en plus complexe et interdépendant d'aujourd'hui et d'y participer activement. Pour être des citoyens productifs qui, non seulement gagnent leur subsistance, mais aussi s'épanouissent dans le milieu de travail ou du marché, les jeunes devront élaborer et appliquer des compétences essentielles et les compétences qui incluent le travail d'équipe, la créativité, la capacité à résoudre des problèmes, la citoyenneté et la souplesse pour s'adapter aux circonstances changeantes. Cette croissance multiplierà non seulement la responsabilité, mais aussi le respect à travers les appartenances ethniques, les religions et les nationalités, mettant la RDC sur la voie vers une plus grande respectabilité. ■

La version initiale du rapport intégral de l'étude a été rédigée par Mme Hyacinthe Mbuya et M. Symphorien Pyana. Il a été mis à jour par M. Patrick Mavinga et l'équipe technique de International Youth Foundation (IYF) et peut être consulté et téléchargé à l'adresse ci-après : http://library.iyfnet.org/sites/default/files/library/Jeunesse_Congolaise.pdf